

L'ÉCONOMIE DE LA RUSSIE

8 OCTOBRE 2015

Sergueï Guriev

Professeur d'économie à Sciences Po

LES GRANDES LIGNES

Trois facteurs expliquent la situation très difficile de l'économie russe : le manque de réformes, la chute des cours du pétrole et les sanctions occidentales.

Les banques et les compagnies russes ne peuvent plus emprunter sur le marché international. Faute d'investissements, l'économie est entrée en récession.

Incapable de produire des perspectives budgétaires pluriannuelles, le gouvernement semble n'avoir ni vision, ni stratégie.

Pour la première fois, les Russes, en particulier les retraités, souffrent d'une baisse de leurs revenus. Ils paient le prix de la crise économique.

Pour éviter que la souffrance sociale ne provoque des mouvements de contestation, Vladimir Poutine compte sur la propagande. Cela marche : il reste immensément populaire.

Les sanctions ciblent les compagnies d'État russes et quelques dirigeants, mais les Russes sont persuadés qu'Américains et Européens s'en prennent délibérément aux retraités russes.

Il ne faut pas s'attendre à une situation catastrophique à court terme. Cependant, le président, pour masquer la crise économique, pourrait prendre des initiatives surprenantes et dangereuses.

Protégés par l'OTAN, les pays baltes semblent à l'abri d'une agression russe, mais il existe des minorités russes à « protéger » dans d'autres pays, comme le Kazakhstan.

Les milieux d'affaires russes s'inquiètent de la situation. Personne n'ose pourtant s'opposer à Vladimir Poutine, ni même le critiquer en privé. C'est trop risqué.

Il ne fait aucun doute que Poutine prévoit de se représenter aux élections de 2018. Il est donc là pour longtemps. Mais peut-être pas pour toujours. L'avenir est imprévisible.

UNE SITUATION TRÈS DIFFICILE

L'économie russe est en situation très difficile. Trois facteurs se conjuguent. L'un tient au manque de réformes, qui a réellement affecté la croissance avant 2014. Après le rétablissement qui a suivi la crise de 2008, la croissance a chuté en 2012 et est tombée presque à zéro vers la fin de 2013. Le second facteur est lié à la baisse des cours du pétrole, dont l'économie russe est très dépendante. Même s'il n'y avait pas eu de sanctions occidentales, l'économie aurait souffert. Ces sanctions sont le troisième facteur. Elles pèsent fortement sur l'économie russe. Avec la baisse des prix du pétrole, elles constituent un problème majeur car, sans les sanctions, le gouvernement, les banques et les compagnies russes seraient en mesure d'emprunter sur le marché international et d'attendre que les cours pétroliers se redressent.

Voilà pourquoi il n'est pas surprenant que l'économie russe soit à présent en récession. À la fin de 2015, le PIB se sera réduit d'environ 4%. Pour l'an prochain, les prévisions officielles sont supérieures à zéro, mais des estimations indépendantes situent la croissance dans la zone négative, soit environ -1%.

Ce que cette récession a de particulier, c'est que, à la différence de 2008-2009, la Russie n'a plus ni réserves, ni capacité de prévision pour gérer la situation. En 2009, les revenus des Russes n'ont pas diminué parce que le gouvernement a puisé dans les réserves. Cette fois, le gouvernement comprend que les sanctions peuvent durer un certain temps. Il puise à nouveau dans les ressources, mais pas de la même manière qu'en 2009. Les revenus ont baissé de 9 à 10%. C'est la première fois depuis que Vladimir Poutine est au pouvoir que la population endure une telle souffrance économique. Même en 2009, quand le PIB russe s'est réduit de 8%, le revenu des Russes a été maintenu.

Ni vision, ni stratégie

Il est important de comprendre que le gouvernement russe semble n'avoir ni vision, ni stratégie. Il paraît attendre que les sanctions soient levées avec beaucoup plus d'inquiétude aujourd'hui qu'il y a seulement un an. En suivant les discussions budgétaires, on constate que le gouvernement estime avoir besoin de ressources suffisantes pour tenir jusqu'aux prochaines élections, en 2018. Malheureusement, les chiffres ne le permettent pas. Le gouvernement n'est pas en mesure de publier de plan financier pour la période à venir. Pour le moment, les perspectives budgétaires pour 2017-2018 sont annulées. Le projet de budget fédéral 2016 est en cours de révision à la baisse et sera présenté au Parlement avant la fin octobre. Il prévoit déjà de nombreuses coupes dans les dépenses. De telles réductions auraient été politiquement impossibles il y a deux ans. Selon le plan actuel, les retraites s'élèvent de 4%, alors que le taux d'inflation est de 12%, augmentation que le gouvernement dissimule. Cependant, plus qu'à l'inflation, il convient de lier le pouvoir d'achat à d'autres indices de prix, qui dépendent davantage de l'importation, notamment de produits alimentaires.

Si le gouvernement réussit à expliquer au public que tous les problèmes sont dus à Angela Merkel et non à Vladimir Poutine, on peut ne pas prévoir de désastre économique. Le système bancaire est en situation difficile, mais pas catastrophique. L'industrie souffre des sanctions et du manque

de ressources financières, mais, à la différence de la pratique des quinze premières années de pouvoir de Poutine, le public russe et plus spécialement les retraités paieront le prix des difficultés économiques. La question reste de savoir comment expliquer à la population que le gouvernement et Vladimir Poutine doivent rester en place dans ces conditions.

Propagande efficace

Jusqu'à présent, le gouvernement faisait valoir que, certes, le passage à la démocratie attendrait, mais que la croissance bénéficierait à tous. Maintenant, le discours a changé : « Il n'y a pas de croissance économique, mais nous sommes forts et devons nous dresser contre l'impérialisme américain et ses alliés européens. » Cette propagande s'est révélée très efficace. L'hôte du Kremlin est très populaire. Le gouvernement ne s'attendait pas à ce qu'une propagande efficace soit aussi peu chère. Sur les médias russes, elle n'a coûté que quelques milliards de dollars. Il faut donc s'attendre à une intensification de la propagande.

Militairement parlant, les opérations en Syrie ne sont pas suffisantes pour avoir un impact. Mais elles suffisent pour montrer à la télévision qu'en étant présente en Syrie, la Russie est un acteur mondial et combat le terrorisme au Moyen-Orient.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Aucune évolution catastrophique ne devrait se produire. Le gouvernement produira son budget, amputé de nombreuses dépenses. La question demeure de savoir comment cela fonctionnera avec une population souffrant de plus en plus de la crise économique.

Il est indubitable que Vladimir Poutine se prépare à se représenter aux élections de 2018. D'ici là les difficultés économiques continueront d'affecter les citoyens russes. Cela pourrait pousser le président à prendre de nouvelles initiatives. L'engagement militaire de Poutine en Syrie a surpris. Nous pourrions avoir d'autres surprises. C'est très inquiétant. La manière dont le président russe pourrait chercher à sortir des difficultés économiques est un risque politique majeur pour le monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

Échec du rapprochement avec la Chine

En 2014, les sanctions ont fortement surpris une Russie dont l'interdépendance avec les États-Unis et l'Europe était très grande. En réaction, elle a cherché à se tourner vers la Chine. Ce pays manquait de pétrole mais avait des ressources financières. Sur le papier, c'était jouable. Mais ce plan n'a pas fonctionné en dépit d'un grand nombre de discussions, de protocoles, de memoranda. Une très petite ligne de crédit – deux millions de dollars – a été ouverte en Chine aux banques d'État russes. Les Chinois se sont montrés très réticents à opérer en Russie. Des Américains pensent que c'est dû au fait que les États-Unis auraient demandé à la Chine de ne pas aller plus

loin, les relations économiques sino-américaines étant beaucoup plus importantes pour la Chine que les relations sino-russes. Selon une autre version, en raison du haut niveau de corruption en Russie, les autorités chinoises auraient mis en garde les entreprises chinoises contre des opérations jugées dangereuses. On dit aussi que les Chinois se contentent d'attendre pour négocier sur leurs propres termes. En fait, on ne sait pas. La Chine affirme soutenir la Russie, mais ne va pas au-delà du discours.

Coût limité des opérations en Syrie

Combien coûtent les opérations militaires russes en Syrie ? Cette partie du budget reste secrète. Ce ne sera sans doute pas un poids économique considérable. Le coût des premières frappes est estimé entre 100 et 150 millions de dollars. Elles ne sont pas quotidiennes. En revanche, les opérations dans l'est de l'Ukraine peuvent expliquer les tensions actuelles en Russie. Cela pèse beaucoup plus que l'intervention russe en Syrie. Il ne faut pas s'attendre à ce que plusieurs milliers de soldats soient déployés sur le terrain en Syrie. Les Russes se souviennent trop de l'Afghanistan pour cela. On enverra peut-être des « volontaires » tchéchènes plutôt que des soldats de métier russes.

Les Baltes protégés par l'OTAN

La Baltique passait pour devoir être la prochaine cible de Vladimir Poutine. Le risque semble écarté parce que l'OTAN s'est montré très actif, en plaçant ses pions dans les pays baltes, y compris des soldats américains. Cette présence est tout à fait dissuasive pour Poutine. Il ne peut pas se permettre de tuer des soldats américains. Militairement, ce serait catastrophique. En revanche, que se passera-t-il au Belarus, au Kazakhstan ? On ne le sait pas. Vladimir Poutine aime surprendre. Il y a une minorité russe au Kazakhstan, dont le président russe pourrait dire qu'elle fait l'objet de discrimination et a besoin d'être protégée.

Prolongation des sanctions

Les sanctions internationales contre la Russie ont plusieurs effets. L'un tient à ce que les banques et les entreprises russes ne peuvent pas emprunter. Certains diraient que c'est très rude parce que les banques et les entreprises d'État doivent rembourser ensemble quelque 600 milliards de dollars de dette extérieure. Une partie de cette dette est en roubles ; une partie est due par des sociétés russes à leurs représentants hors territoire. La banque centrale dispose de 370 milliards de dollars de ressources et est étroitement liée aux banques russes. On ne prévoit pas de défaillance externe. La situation est difficile, mais pas désastreuse. Ce qui est aussi pénible, c'est la menace américaine et européenne d'une poursuite des sanctions, y compris par la saisie des avoirs des banques russes à l'étranger. Par ce biais, les Américains peuvent détruire une part importante du PIB russe. Tout le monde comprendrait alors qu'Américains et Européens sont très puissants. Les Américains avertissent aussi les compagnies étrangères du risque de représailles que les Russes pourraient prendre à leur encontre en raison de la prolongation des sanctions, par exemple la confiscation de leurs avoirs. Ils leur déconseillent donc tout nouvel investissement en

Russie. La rhétorique américaine et européenne consiste à dire que les sanctions visent les compagnies d'État russes et certains individus, mais pas la population en général. Mais tous les Russes sont persuadés qu'Angela Merkel et Barack Obama cherchent à atteindre les retraités. Ces derniers souffrent car Vladimir Poutine reporte la charge des sanctions pesant sur les épaules de ses amis vers les retraités. Si on demande pourquoi on ne trouve pas de fromage ou pourquoi l'alimentation est si chère, la télévision fournit une réponse simple : « Parce que Merkel et Obama veulent nous punir pour aider l'Ukraine. » En termes purement économiques, les sanctions affectent le marché financier. Les investissements deviennent très coûteux. Le système bancaire va mal. À l'exception de la banque de l'État, aucun autre établissement n'a fait de bénéfice cette année. Le gouvernement a fait savoir qu'il fournirait aux banques des fonds souverains.

L'industrie en manque d'investissements

La situation industrielle de la Russie s'est un peu améliorée. Mais le problème demeure de l'absence de main d'œuvre bon marché. Il y a beaucoup d'emplois d'État en surnombre. Des emplois plus ou moins sûrs compte tenu de la situation actuelle. Le gouvernement souhaite privatiser davantage. En 1999, le pays disposait de capacités héritées de la période soviétique. Aujourd'hui, ces capacités soit ont été utilisées, soit sont complètement obsolètes. Il faudrait de nouveaux investissements, qui font défaut. L'absence de plan est très préoccupant. Dans les années 2000, il y avait un plan à dix ans, très favorable aux affaires. Maintenant, il n'y a plus d'anticipation budgétaire et comme le budget courant est en déficit, les investisseurs craignent d'être taxés de plus en plus. Objectivement, les potentialités sont nombreuses. On pourrait être optimiste pour la Russie, Mais, sous le gouvernement actuel, les investisseurs resteront très prudents. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de croissance économique.

Contentieux gazier entre l'Europe et la Russie

L'arme du gaz sera-t-elle utilisée cet hiver au risque de faire grelotter les Européens ? Cela dépendra de la rigueur de l'hiver. Un contentieux oppose Gazprom à l'Europe. Une enquête anti-trust est en cours contre la compagnie russe, qui pourrait mal se terminer pour elle. Aujourd'hui, l'Union européenne est mieux armée pour discuter de ses approvisionnements en hydrocarbures. Même si l'Ukraine n'est pas à l'abri d'un arrêt des livraisons de gaz russe, la Russie a besoin du marché européen pour écouler sa production gazière. La baisse des cours pèse sur le budget. Avant la crise, le pétrole et le gaz couvraient la moitié des dépenses budgétaires. L'essentiel de la récession actuelle peut s'expliquer par la chute du prix des hydrocarbures.

Opportunité limitée pour l'agriculture locale

Les sanctions offrent une sérieuse opportunité aux producteurs locaux de produits alimentaires. Les produits importés sont trop chers ou confisqués lorsqu'ils viennent d'Europe. Ceux-là sont détruits et non pas distribués à la population. Cela permet de faire monter les prix de la production agricole russe. Mais il y a une difficulté. Précédemment, les agriculteurs russes avaient accès à des prêts bancaires bon marché. C'est en train de changer à cause de la mauvaise santé du

système bancaire. Les producteurs agricoles voudraient se développer, mais ils ne disposent pas d'argent frais. Quant aux produits alimentaires en provenance de l'Europe, ils sont aujourd'hui remplacés par des importations en provenance d'Amérique latine.

Des retraités endormis par la propagande

Le nombre de retraités avoisine les 40 millions. Ils sont donc nombreux et ils votent davantage que les actifs. Ils constituent une force politique considérable. C'est pourquoi l'on peut être surpris que le montant des pensions ait été réduit. Les retraités sont très sensibles à la propagande. Les informations leur parviennent par la télévision. Internet est censuré. Les journaux vont l'être. L'autocensure se pratique déjà beaucoup. Même les journaux indépendants n'utilisent jamais certains mots, par peur de faire l'objet d'une mesure de fermeture. Une loi en préparation pour 2016 prévoit que tous les médias ayant des propriétaires étrangers doivent être vendus à des Russes. La petite minorité de journaux et de magazines indépendants seront en grande difficulté. La télévision a beaucoup plus d'influence que la presse écrite et internet. Le pari du gouvernement est le suivant : les retraités sont potentiellement dangereux ; il faut les contrôler par la propagande. Poutine se soucie beaucoup des retraités depuis le mouvement de protestation de 2005.

Le milieu des affaires inquiet mais muet

La communauté russe des affaires est très inquiète. Beaucoup comprennent ce qui se passe. Quelques-uns envisagent de quitter le pays pendant cette période difficile. Tous savent qu'il est dangereux de s'opposer à Poutine. Une des raisons pour lesquelles Vladimir Evtouchenkov a été placé en résidence surveillée l'an dernier et toutes ses sociétés saisies serait que le FSB (ex-KGB) aurait fait entendre au président l'enregistrement d'une conversation téléphonique critique à son égard entre l'oligarque et le chef du gouvernement, Dmitri Medvedev. Quels que soient leurs sentiments, les membres de la communauté des affaires préfèrent ne rien dire.

Plusieurs catégories d'expatriés

Il y a plusieurs catégories de personnalités russes expatriées. Quelques unes sont ouvertement anti-Poutine. Ceux-là n'ont pas peur. Ils savent qu'il y a des risques et que leurs activités en Russie pourraient être perdues. Il y a aussi un groupe de porteurs d'actions, qui détiennent ensemble plusieurs milliards de dollars de titres. Il n'est pas impossible qu'ils commencent à céder leurs avoirs russes. Le gouvernement russe n'entend pas payer de telles sommes, notamment parce qu'il ne veut pas qu'un seul de ces milliards aille à l'opposition. Il y a aussi le groupe de ceux qui ont vendu les compagnies pétrolières à BP et Rosneft. Ils ne veulent plus investir en Russie. Tous leurs avoirs sont maintenant ailleurs. Quant à ceux qui ont encore des intérêts en Russie et ne sont pas prêts à les perdre, ils craignent de courir des risques physiques s'ils traitent avec Poutine, même s'ils ne se mêlent pas de politique.

Une poignée d'opposants

Peut-on encore parler d'une opposition en Russie ? Il faut distinguer entre les dissidents et ceux qui participent aux élections dans l'espoir de gagner. Alexeï Navalny, par exemple, est de ceux-là. Sa fondation emploie vingt personnes. On peut estimer à une cinquantaine le nombre des personnes travaillant à plein temps pour l'opposition.

Des changements imprévisibles

Il est vraisemblable que Vladimir Poutine ne sera plus là dans dix ans. Cela pour des raisons économiques, parce que ce sera devenu trop coûteux pour le monde des affaires. Vladimir Iakouline, un homme immensément riche, très proche du président, a été limogé de son poste de patron des chemins de fer russes. Personne ne s'y attendait. Son éviction est due au fait qu'il voulait continuer à faire de l'argent hors de Russie. Le FSB surveille les grands patrons. Ces derniers peuvent être très riches, mais doivent travailler et garder leur argent dans le pays. Le régime actuel change de manière très imprévisible. Avec plus de 90% d'opinions favorables, Nicolae Ceaușescu se croyait très populaire en Roumanie. Il n'en a pas moins été emporté par une insurrection en 1989. Les choses pourraient changer aussi en Russie.

« Moi ou le chaos »

S'il arrivait malheur à Vladimir Poutine, le mieux placé pour lui succéder serait le ministre de la défense, Sergueï Choïgou. Dmitri Medvedev rêverait de redevenir président, mais il s'est trop discrédité aux yeux du monde des affaires. Aussi puissant que soit Sergueï Choïgou, personne ne peut être comparé à Vladimir Poutine. Ce dernier le sait si bien qu'il ne cesse de dire : « Sans moi, c'est le chaos. » S'il disparaissait, on entrerait dans une période de grande incertitude. Poutine peut se représenter pour un mandat de six ans. Il ne fait aucun doute qu'il ne démissionnera jamais. Et même s'il ne pouvait pas se représenter, il resterait en tant que « leader spirituel ».